



Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la Torture  
International Federation of Action by Christians for the Abolition of Torture  
Federación Internacional de la Acción de los Cristianos para la Abolición de la Tortura

# Consultation vers une nouvelle politique européenne de voisinage

**Bruxelles, juin 2015**

**FIACAT – Fédération Internationale de l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture**  
**Représentation permanente auprès des Institutions européennes**

Quai au Foy, 53-B-1000 Bruxelles, Belgique

**Contact :**

**Lionel Grassy**

*Responsable de la représentation permanente auprès des Institutions européennes*

+32 470 92 85 10

[l.grassy@fiacat.org](mailto:l.grassy@fiacat.org)

## **La FIACAT**

La Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, la FIACAT, est une organisation internationale non gouvernementale de défense des droits de l'homme, créée en 1987, qui lutte pour l'abolition de la torture et de la peine de mort. La Fédération regroupe une trentaine d'associations nationales, les ACAT, présentes sur quatre continents.

### **La FIACAT représente ses membres auprès des organismes internationaux et régionaux**

Elle bénéficie du Statut consultatif auprès des Nations Unies (ONU), du Statut participatif auprès du Conseil de l'Europe et du Statut d'Observateur auprès de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP). La FIACAT est également accréditée auprès des instances de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

En relayant les préoccupations de terrain de ses membres devant les instances internationales, la FIACAT vise l'adoption de recommandations pertinentes et leur mise en œuvre par les gouvernements. La FIACAT concourt à l'application des Conventions internationales de défense des droits de l'homme, à la prévention des actes de torture dans les lieux privés de liberté, à la lutte contre les disparitions forcées et au combat contre l'impunité. Elle participe également à la lutte contre la peine de mort en incitant les Etats à abolir cette disposition dans leur législation.

Pour être encore mieux entendue, la FIACAT est membre-fondateur de plusieurs collectifs d'action, notamment la Coalition mondiale contre la peine de mort (WCADP), la Coalition internationale contre les disparitions forcées (ICAED) et le Human Rights and Democracy Network (HRDN).

### **La FIACAT renforce les capacités de son réseau de trente ACAT**

La FIACAT aide ses associations membres à se structurer. Elle soutient le processus qui fait des ACAT des acteurs de poids de la société civile, capables de sensibiliser l'opinion publique et d'avoir un impact sur les autorités de leur pays.

Elle contribue à faire vivre le réseau en favorisant les échanges, en proposant des formations régionales ou internationales et des initiatives communes d'intervention. Ainsi, elle soutient les actions des ACAT et leur apporte un relais sur le plan international.

### **La FIACAT, un réseau indépendant de chrétiens unis pour l'abolition de la torture et de la peine de mort**

La FIACAT a pour mission de sensibiliser les Eglises et les organisations chrétiennes à la torture et à la problématique de la peine de mort et de les convaincre d'agir pour leur abolition.

### **FIACAT – Fédération Internationale de l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture**

#### **Représentation permanente auprès des Institutions européennes**

Quai au Foir, 53-B-1000 Bruxelles, Belgique

**Contact : Lionel Grassy** Responsable de la représentation permanente auprès des Institutions européennes – +32 470 92 85 10 – [l.grassy@fiacat.org](mailto:l.grassy@fiacat.org)

La FIACAT est l'auteur de ce document, avec la participation de trois ACAT du réseau :

### **Action des chrétiens pour l'abolition de la torture en Allemagne (ACAT Allemagne)**

Postfach 11 14  
D-59331 Lüdinghausen  
Tel : (49) (0) 25-91 75 33  
[acat.ev@t-online.de](mailto:acat.ev@t-online.de)  
[www.acat-deutschland.de](http://www.acat-deutschland.de)

### **Action des chrétiens pour l'abolition de la torture en Belgique (ACAT Belgique francophone)**

La section Belgique francophone de l'ACAT a été fondée en 1985. L'ACAT est une organisation de droits humains de confession chrétienne qui s'engage dans le monde entier pour l'abolition de la torture et de la peine de mort. L'ACAT intervient indépendamment de l'appartenance politique, religieuse ou ethnique des victimes. Elle est indépendante de toute institution ; elle est œcuménique et ouverte à toutes et à tous. Elle est représentée dans près de 30 pays, et les entités nationales sont affiliées à l'organisation faîtière, la FIACAT.

Quai au Foin, 53-B-1000 Bruxelles  
Tél. : +32 2 223 01 59  
[acatbelgiquefranco@hotmail.com](mailto:acatbelgiquefranco@hotmail.com)  
<http://www.acat-belgique-francophone.be/>

### **Action des chrétiens pour l'abolition de la torture en France (ACAT France)**

L'ACAT France est une association de droit français fondée en 1974 et reconnue d'utilité publique, forte de 39 000 membres (adhérents et donateurs).

Elle a pour objet de:

- combattre partout dans le monde les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la torture, les exécutions capitales judiciaires ou extrajudiciaires, les disparitions, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, les génocides ;
- assister les victimes de tous ces crimes et concourir à leur protection, notamment par la défense du droit d'asile et une vigilance à l'égard des renvois dangereux.

Elle est membre de la FIACAT (Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture).

7 rue Georges-Lardennois  
75019 Paris Tél. :  
01 40 40 42 43  
[acat@acatfrance.fr](mailto:acat@acatfrance.fr)  
<http://acatfrance.fr/>

## Tables des matières

I.	L'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés dans l'Union européenne.....	5
A.	Traitement des demandeurs d'asile et des réfugiés en Allemagne.....	5
B.	Traitement des demandeurs d'asile et des réfugiés en Belgique .....	6
C.	Traitement des demandeurs d'asile et des réfugiés en France .....	6
II.	L'accueil et le traitement des demandeurs d'asile et des migrants dans les pays voisins de l'Union européenne, les exemples de l'Ukraine, de l'Egypte et d'Israël.....	7
A.	Le traitement des demandeurs d'asile et réfugiés en Ukraine .....	8
B.	La situation des réfugiés érythréens en Egypte, au Sinaï .....	10
	Recommandations.....	11

## **Consultation: « Vers une nouvelle politique européenne de voisinage »**

Dans le cadre du réexamen de la politique européenne de voisinage, des consultations ont été menées afin de distinguer quelles devaient être les priorités de cette politique selon l'Union européenne et ses partenaires. Ceux-ci estiment notamment que parmi les points prioritaires se trouvent les questions relatives à la migration et la mobilité. En effet, il est souligné dans la consultation que la lutte contre le trafic de clandestins et l'immigration clandestine est un défi commun à l'Union européenne et à ses partenaires. Il est primordial d'y intégrer également l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés en Europe et à ses frontières.

La FIACAT et son réseau d'ACAT (et plus particulièrement l'ACAT Allemagne, l'ACAT Belgique francophone et l'ACAT France) ont rassemblé diverses informations sur les obstacles auxquels doivent faire face l'Union européenne et ses partenaires à ce sujet.

### **I. L'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés dans l'Union européenne**

La révision de la politique européenne de voisinage de 2011 avait été menée dans le but de tenir compte des crises et instabilités politiques que connaissaient les pays voisins de l'Union européenne, et notamment ceux situés au sud. Ce problème est plus réel que jamais, et nous assistons à des arrivées nombreuses et de plus en plus fréquentes dans les pays de l'Union européenne de demandeurs d'asile en provenance de pays voisins. Pour faire face à cet afflux, l'Union européenne a adopté divers instruments juridiques afin d'établir un régime d'asile européen commun. L'adoption de ce régime commun présente cependant certains problèmes puisqu'il crée un risque d'abaissement des garanties nationales. Parmi ces instruments juridiques, ont notamment été adoptés les règlements Dublin relatifs à la détermination de l'Etat membre responsable de l'examen d'une demande d'asile et à la garantie des droits des demandeurs de protection internationale. Le règlement Dublin III, adopté le 26 juin 2013, avait principalement pour but de revoir les défaillances des règlements Dublin précédents. Le règlement prévoit notamment que les demandeurs d'asile ne doivent pas être renvoyés vers des Etats membres dans lesquels les conditions d'accueil sont défaillantes et où il existe des risques de traitements inhumains ou dégradants. Cependant, certaines lacunes subsistent encore dans le règlement Dublin III notamment concernant le placement en détention des migrants et les listes de pays sûrs établies dans certains pays. Ainsi, les procédures d'asile restent toujours à améliorer dans les Etats membres de l'Union européenne.

Les ACAT Allemagne, Belgique francophone et France ont pu rassembler des informations pour mettre en évidence les lacunes de la procédure d'asile dans leur pays respectif.

#### **A. Traitement des demandeurs d'asile et des réfugiés en Allemagne**

Plusieurs dysfonctionnements dans le domaine du droit d'asile peuvent être relevés.

Tout d'abord, le principe général de non-refoulement n'est pas systématiquement appliqué par les autorités allemandes. En vertu de ce principe, les réfugiés et demandeurs d'asile ne doivent pas être renvoyés dans des pays où leur vie et leur liberté sont menacées. Néanmoins, il a été relevé que

des Tchéchènes ayant demandé l'asile en Allemagne ont été refoulés en Russie où ils risquent de subir de tels traitements. De même, la minorité Rom qui fuit la région des Balkans en raison de discrimination, de racisme et de pauvreté extrême et cherche un refuge en Allemagne ne bénéficie pas d'une protection adéquate. Au contraire, le gouvernement a inscrit la Serbie, la Macédoine et la Bosnie Herzégovine sur la liste des pays d'origine sûrs ce qui réduit très fortement voir complètement les chances de cette minorité d'obtenir l'asile.

Enfin, il est très préoccupant de constater que bien que celle-ci soit interdite la rétention administrative dans les établissements pénitentiaires est toujours pratiquée.

## **B. Traitement des demandeurs d'asile et des réfugiés en Belgique**

La procédure d'asile en Belgique présente également des lacunes. Dans un premier temps, la demande d'asile est examinée de façon très succincte par l'Office des Etrangers. Celui-ci est chargé d'examiner si la Belgique est responsable du traitement de cette demande. Cet examen est donc très limité et ne porte que sur peu d'informations. Pendant cette période, l'étranger illégal est fréquemment maintenu en centre fermé ce qui affecte sa capacité à défendre son dossier. Si l'Office des Etrangers émet à l'encontre de l'étranger un ordre de quitter le territoire, les voies de recours ouvertes à l'étranger ne sont que très peu effectives. En effet, l'étranger peut uniquement porter un recours en annulation devant le Conseil du contentieux des étrangers et ce recours ne porte que sur la légalité de la décision et non sur le fond. En outre, ce recours n'est pas suspensif de la décision d'éloignement.

Une fois que l'Office des Etrangers reconnaît la responsabilité de la Belgique pour traiter cette demande, celle-ci est transmise au Commissariat Général aux Réfugiés et Apatrides (CGRA). La détention des étrangers pendant que le CGRA étudie leur demande est devenue la règle. La procédure d'asile durerait en moyenne 88 jours. Dans les faits, la Belgique ne respecte pas strictement le principe de non-refoulement. En effet, la Belgique a demandé régulièrement la reprise de demandeurs d'asile par des pays où il risque vraisemblablement d'être soumis à des traitements inhumains et dégradants, comme cela peut être le cas dans les centres d'accueil en Grèce. En outre, en vertu du règlement Dublin une liste de pays sûrs a été établie. Or certains des pays sur cette liste malmènent les droits de l'homme, à l'instar de la Serbie ou de la Bosnie. Les demandeurs renvoyés vers ces pays peuvent difficilement y faire valoir une quelconque protection. Les décisions du CGRA ne peuvent encore une fois être contestées que devant le Conseil du contentieux des étrangers et ce recours ne porte que sur la légalité. En outre, le recours devant le Conseil du contentieux des étrangers n'est pas suspensif. Ainsi, le recours qui peut être formé par l'étranger ayant fait l'objet d'un arrêté d'expulsion n'est pas effectif puisque celui-ci peut être renvoyé dès l'arrêté prononcé, sans attendre l'issue du recours.

Enfin, il est important de souligner que bien qu'il soit interdit de donner l'ordre de quitter le territoire à un mineur étranger non accompagné, cette interdiction ne s'applique plus dès lors que les mineurs sont retenus dans les centres extraterritoriaux.

## **C. Traitement des demandeurs d'asile et des réfugiés en France**

Une réforme de l'asile est actuellement examinée par le Sénat. Celle-ci a pour but d'incorporer les nouvelles directives européennes révisées Accueil et Procédure au droit interne. Cette réforme

pourrait cependant marquer un retour en arrière concernant la procédure d'asile et sur les droits accordés aux demandeurs d'asile. En effet, les sénateurs pourraient décider d'inclure dans le texte la possibilité pour l'OFPRA de radier un demandeur d'asile car il ne serait pas resté dans le lieu d'hébergement qu'on lui a imposé.

Dans les faits, la procédure d'asile en France ne respecte pas toujours les droits des demandeurs d'asile. Il est important de souligner dans un premier temps que conformément à la directive accueil, le droit français prévoit que les demandeurs d'asile doivent avoir accès à un logement. Cependant ceci n'est pas respecté dans les faits. Ainsi, en 2011, seuls 24.6% des demandeurs susceptibles d'accéder à un hébergement spécifique aux demandeurs d'asile en ont bénéficié car ce dispositif était saturé. Les demandeurs d'asile qui ne peuvent pas être pris en charge par un centre d'accueil pour demandeur d'asile perçoivent une aide financière versée par l'Etat d'environ 330 € par mois ce qui est très insuffisant pour vivre décemment en France et ne sont en principe pas autorisés à travailler. Concernant l'assistance dont devrait bénéficier les demandeurs d'asile, celle-ci est également très limitée. L'aide à la constitution du dossier de demandes d'asile se limite à la rédaction du récit d'asile et exclut la préparation de l'entretien devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (l'OFPRA) ainsi que l'introduction du recours juridictionnel en cas de rejet de l'OFPRA. Dans l'hypothèse d'un rejet de l'OFPRA, le demandeur d'asile peut saisir la Cour nationale du droit d'asile pour effectuer un recours. Dans le cadre de ce recours, seul est prévue une aide pour obtenir l'assistance d'un avocat. Cette aide connaît des difficultés périodiques de fonctionnement notamment en raison de l'insuffisance d'avocats l'acceptant et du faible taux de leur rémunération.

Un autre point préoccupant relatif à la procédure d'asile en France concerne l'application de plus en plus importante de la procédure dite accélérée. Cette procédure s'applique notamment aux ressortissants de pays d'origine considérés comme sûrs selon une liste fixée par l'OFPRA conformément au règlement Dublin et aux demandes d'asile considérées comme abusives ou dilatoires afin de retarder un éloignement forcé ou bien présentées par une personne menaçant l'ordre public. Les demandeurs d'asile examinés selon cette procédure sont privés d'un droit de séjour et ne bénéficie pas en pratique de droits économiques et sociaux. Cette procédure prioritaire est également peu satisfaisante car très fréquemment les demandes d'asile ont été présentées par des étrangers retenus dans l'un des 28 centres de rétention administrative dans l'attente de leur éloignement. Or, la formation d'une demande d'asile dans un lieu captif reste extrêmement difficile. En outre, l'OFPRA doit statuer sur les demandes dans les 96h. Enfin, le recours devant la CNDA n'est pas dans ce cas suspensif. Les demandeurs d'asile peuvent donc être renvoyés vers le pays qu'ils ont fui avant même l'examen complet et définitif de leur demande de protection internationale. Ainsi cette procédure prioritaire ne permet pas un réel examen des risques encourus par le demandeur d'asile et n'assure donc pas le respect du principe de non-refoulement en toutes circonstances.

## **II. L'accueil et le traitement des demandeurs d'asile et des migrants dans les pays voisins de l'Union européenne, les exemples de l'Ukraine, de l'Egypte et d'Israël**

Un autre sujet devrait être traité en priorité dans le cadre de la politique européenne de voisinage. Il s'agit du traitement des demandeurs d'asile et des migrants dans les pays voisins de l'Union

Européenne. Notamment, le traitement qu'ils subissent en Ukraine alors qu'ils tentent de rejoindre des Etats membres de l'Union européenne pour y déposer une demande d'asile. En effet, tout au long de ces dernières années, le traitement des demandeurs d'asile en Ukraine a été dénoncé par diverses organisations (intergouvernementales ou non gouvernementales) de défense des droits de l'homme. Il a également été relevé à plusieurs reprises que certains pays de l'Union européenne reconduisaient automatiquement les demandeurs d'asile à la frontière ukrainienne sans tenir compte des risques que ceux-ci encouraient en Ukraine. De nombreuses préoccupations ont également été formulées à l'encontre du traitement des demandeurs d'asile, principalement érythréens, en Egypte. Ceux-ci sont en effet régulièrement enlevés et soumis à des actes de torture et à des mauvais traitements.

### **A. Le traitement des demandeurs d'asile et réfugiés en Ukraine**

De nombreux témoignages de corruption et de mauvais traitements ont été rapportés par des demandeurs d'asile en Ukraine.

La corruption est courante en Ukraine. Ceci s'explique principalement du fait que les salaires sont très bas par rapport aux coûts de la vie sur la place. La corruption se retrouve à toutes les étapes de la procédure d'asile. En effet, les demandeurs d'asile se voient régulièrement demandés de l'argent en échange de papiers ou pour ne pas être envoyés dans les centres de rétention. Mais la corruption ne s'arrête pas là, on la retrouve également à l'intérieur des centres de rétention et même à l'intérieur d'un centre pour mineur. A titre d'exemple, une lettre signée par 128 demandeurs d'asile africains et réfugiés à Odessa qui dénonçait la pratique récurrente de corruption tant au niveau de la procédure d'asile, que dans les centres de rétention et par la police. Ainsi, les demandeurs d'asile doivent payer s'ils souhaitent pouvoir bénéficier de l'assistance d'un interprète, sans laquelle leur procédure ne peut aboutir. Ils doivent également donner de l'argent en centre d'hébergement temporaire pour avoir une chambre et l'aide envoyé par les organisations telles que le HCR ne parvient pas toujours aux demandeurs d'asile mais reste entre les mains du personnel de ces centres. Enfin, la police est également corrompue et les réfugiés se voient régulièrement arrêtés et doivent payer afin de pouvoir être libérés<sup>1</sup>.

Les demandeurs d'asile encourent également des risques de traitements abusifs et de détention arbitraire lorsqu'ils se trouvent en Ukraine. Malgré la rénovation de certains centres de rétention ces mauvais traitements restent une réalité. Plus de la moitié des migrants refoulés depuis la Slovaquie ou la Hongrie affirment avoir été battus ou avoir fait l'objet de mauvais traitements en Ukraine. A titre d'exemple, un réfugié somalien a témoigné avoir fait plusieurs tentatives pour rejoindre l'Europe par l'Ukraine. Au cours de ses tentatives, il témoigne avoir été détenu par les forces ukrainiennes, hongroises et slovaques. Il affirme avoir été volé, battu et torturé par les forces ukrainiennes et avoir passé près de 3 ans dans 4 prisons ukrainiennes différentes<sup>2</sup>.

Les mauvais traitements endurés par les demandeurs d'asile en Ukraine demeurent actuels et sont présents sur l'ensemble du territoire. En témoigne notamment, la grève de la faim entamée le 16

---

<sup>1</sup> Rapport décembre 2011, Border Monitoring Project Ukraine (BMPU)

<sup>2</sup> Témoignage issu de l'article "*Guantanamo of the East* : Ukraine locks up refugees at EU's Behest ", 17 février 2015, Spiegel online



avril 2015 par les migrants détenus dans le centre de Volyn afin de protester contre leurs conditions de détention<sup>3</sup>.

L'Union européenne a dépensé plusieurs millions d'euros ces dernières années pour l'extension et la rénovation des centres de détention en Ukraine et ainsi sécuriser le respect des standards humanitaires dans les centres de rétention en Ukraine. Si quelques améliorations ont eu lieu, les réalisations ne sont pas à la hauteur des espérances et les demandeurs d'asile souffrent encore de mauvais traitements.

En outre, les pays de l'Union européenne ont l'obligation de considérer toute demande d'asile qui leur est déposée et de respecter le principe de non-refoulement selon lequel « *Aucun Etats contractants n'expulsera ou ne refoulera, de quelque manière que ce soit, un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinion politiques.* »<sup>4</sup>. Malgré ces obligations, certains Etats membres de l'Union européenne continuent de se reposer sur leurs pays voisins pour le traitement des demandeurs d'asile et des migrants. C'est notamment le cas de la Grèce, de la Hongrie ou encore de la Slovaquie qui retournent les migrants et demandeurs d'asile à leurs frontières vers des pays non européens, et plus particulièrement concernant la Hongrie ou la Slovaquie vers l'Ukraine.

De nombreux cas ont été répertoriés en Hongrie et en Slovaquie dans lesquels des personnes alléguaient avoir déposé des demandes d'asile dans ces pays mais que celles-ci avaient été ignorées et qu'ils ont été reconduits à la frontière ukrainienne. Ces cas concernaient aussi des mineurs non accompagnés. Le but de cette stratégie est d'arrêter l'arrivée des migrants et demandeurs d'asile dans l'Union européenne en faisant reposer cette responsabilité sur les pays voisins par lesquels ces migrants passent. Au-delà de la violation de l'obligation de traiter toute demande d'asile qui leur est présentée, cette situation est d'autant plus problématique au vu des nombreux cas de torture et de mauvais traitements qui sont reportés par les demandeurs d'asile qui sont retournés par les autorités hongroises ou slovaques en Ukraine. Ainsi, la Hongrie et la Slovaquie contreviennent au principe de non-refoulement puisque selon les informations et témoignages regroupés, il y a de très forts risques pour que les demandeurs d'asile et les migrants fassent l'objet de traitements abusifs et de détentions arbitraires lors de leur retour en Ukraine.

Un accord de réadmission a été conclu entre l'Union européenne et l'Ukraine le 1<sup>er</sup> janvier 2010 prévoyant le retour vers l'Ukraine des migrants étrangers qui entrent dans l'Union européenne depuis l'Ukraine. Cependant, il est important de souligner que cet accord ne retire pas les obligations qui pèsent sur les Etats membres de l'Union européenne en vertu de la Charte des droits fondamentaux de ne pas refouler les personnes faisant face à un risque de torture et de mauvais traitement et leur responsabilité envers les mineurs non accompagnés. Ainsi, l'Union européenne devrait suspendre l'accord de réadmission jusqu'à ce que l'Ukraine ait démontré sa capacité à traiter justement les demandeurs d'asile et les migrants et à garantir une protection effective des réfugiés et des personnes vulnérables.

---

<sup>3</sup> Communiqué de presse, « *Refugees in Volyn Camp have gone on hunger strike* », 17 avril 2015, Border Monitoring Project Ukraine (BMPU)

<sup>4</sup> Article 33 paragraphe 1 de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés.

## **B. La situation des réfugiés érythréens en Egypte, au Sinaï<sup>5</sup>**

Selon le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Erythrée près de 3000 érythréens fuient leur pays chaque mois. Ils tentent alors de rejoindre les camps, fréquemment occupés en surnombre, du Haut-Commissariat pour les réfugiés se trouvant dans des pays voisins tels que le Soudan et l'Ethiopie. De nombreux cas ont été relevés où des érythréens avaient été enlevés par des trafiquants alors qu'ils étaient dans un camp de réfugiés au Soudan. Certains cas attestent également d'enlèvements qui auraient directement eu lieu en Erythrée.

Ces enlèvements sont orchestrés par des trafiquants d'êtres humains de la région du Sinaï. Une fois enlevés, ils effectuent un trajet de plusieurs jours, vers la frontière égyptienne puis vers le Canal de Suez pour rejoindre finalement la région du Sinaï. Une fois arrivées dans la région du Sinaï les victimes sont détenues dans des maisons de torture où ils y passent plusieurs semaines voir plusieurs mois. Lors de leur séquestration dans ces maisons de torture, les victimes font l'objet de torture, violences (y compris des violences sexuelles) de sadisme et de meurtres. Le but des tortionnaires et trafiquants est d'obtenir un gain financier. Ainsi, ils exercent des pressions sur la personne détenue afin d'obtenir de leurs proches, familles et communautés une rançon s'élevant fréquemment à plusieurs dizaines de milliers de dollars. Les victimes subissent des actes de violence de toute sorte alors qu'elles sont au téléphone avec leur famille afin que la pression exercée sur elles soient encore plus forte.

Le paiement de la rançon par la famille de la victime n'octroie aucune garantie que celle-ci sera libérée. Pour les victimes qui sont libérées, elles encourent encore de nombreux risques. En effet, beaucoup d'entre elles tentent d'atteindre la frontière avec Israël. Alors qu'elles tentent de rejoindre la frontière, elles risquent d'être de nouveau kidnappées, mais également d'être placées en détention en Egypte. Depuis 2012, Israël a érigé une clôture le long de la frontière avec l'Egypte dans le but de refouler les demandeurs d'asile. Lors de leur arrivée à la frontière les demandeurs d'asile sont souvent repoussés de la clôture et parfois même avec violence. Certains témoignages rapportent même que les forces israéliennes seraient venues de l'autre côté de la clôture sur le territoire égyptien afin de détenir les demandeurs d'asile jusqu'à l'arrivée des autorités égyptiennes<sup>6</sup>.

Cette position des autorités israéliennes contrevient aux obligations internationales d'Israël et viole notamment le principe de non-refoulement. En effet, les demandeurs d'asile refoulés d'Israël risquent d'être placés en détention en Egypte dans des centres où les conditions de détentions sont assimilables à des traitements cruels, inhumains ou dégradants. En outre, ils ne bénéficient pas en Egypte de l'assistance médicale et psychologique devant être accordée aux victimes de traite d'êtres humains. Ils n'ont pas accès à la procédure d'asile et encourent également le risque d'être refoulés. Ils se voient souvent offrir un choix de déportation, vers l'Erythrée ou l'Ethiopie où ils risquent d'être soumis à des actes de torture et à des traitements cruels, inhumain ou dégradants. Ceux qui ne sont pas placés en détention risquent de nouveau de se faire kidnappés par les trafiquants d'êtres humains présents dans la région.

Pour ceux qui parviennent à passer la frontière avec Israël, là encore ils ne reçoivent pas le traitement qui leur est adapté. En effet, selon la loi anti-infiltration adoptée en 2012, ils sont alors

---

<sup>5</sup> Voir notamment l'étude *The Human Trafficking Cycle : Sinai and Beyond* ; M. van Reisen, M. Estefanos et C. Rijken ; mai 2014.

<sup>6</sup> *Israël : Des demandeurs d'asile bloqués à la frontière*, 28 octobre 2012, Human Rights Watch

considérés comme étant rentrés illégalement et sont placés en détention s'ils sont appréhendés. Sur ce point, une avancée est à noter. En effet, la Cour Suprême a jugé que l'emprisonnement prolongé en détention administrative des demandeurs d'asile était inconstitutionnel. A la suite de ce jugement, le gouvernement a annoncé que les demandeurs d'asile seraient placés dans une structure semi ouverte. Il est important de souligner qu'Israël n'a pas reconnu le statut de réfugié à beaucoup de personnes depuis sa ratification de la Convention de Genève. Dans les faits, les demandeurs d'asile placés en détention ont accès à la procédure d'asile mais celle-ci dure très longtemps et bien souvent les demandeurs abandonnent. Quant à ceux qui ne sont pas placés en détention, ils n'ont tout simplement pas accès à cette procédure d'asile qu'ils se trouvent hors ou à l'intérieur de camps. Là encore Israël contrevient à ses engagements internationaux et viole le droit d'asile.

Le traitement des érythréens en Egypte et en Israël préoccupe déjà l'Union européenne. Le Parlement européen a notamment adopté une résolution sur la sécurité et la traite des êtres humains au Sinaï<sup>7</sup>. Dans cette résolution, le Parlement européen appelle notamment à améliorer l'action et le soutien de l'Union européenne et des Etats membres sur ce point. Il recommande notamment qu'un accent particulier soit mis sur cette problématique au cours des discussions avec l'Egypte, Israël et le Soudan. Dans son rapport de suivi dans le cadre de la politique européenne de voisinage, l'Union européenne appelle notamment l'Egypte à mettre en conformité son droit d'asile avec les standards internationaux et à répondre à la situation dans le Sinaï. Il est primordial que ce dialogue avec les pays voisins continue et soit approfondi afin de prendre les mesures nécessaires à l'amélioration de la situation des demandeurs d'asile (et particulièrement les érythréens) en Egypte, mais également en Israël.

En outre, il est également important de noter qu'après avoir vécu un tel calvaire, certains érythréens décident de tenter de rejoindre l'Europe en passant par la Lybie pour ensuite atteindre pour une majorité l'île de Lampedusa. Ils sont encore une fois confrontés à de nombreux risques pour y arriver, notamment les périls en mer qui ont été largement relayés par les médias. L'application du Règlement Dublin III est alors problématique. En effet, les demandeurs d'asile arrivent en très grand nombre et les demandes d'asile doivent être traitées par les mêmes pays qui ne sont pas équipés pour faire face à une si grande demande. Il est donc important que l'Union européenne cherche à résoudre ce problème en assurant une meilleure répartition de la charge des demandes d'asile parmi les Etats membres. Elle devrait en outre veiller à ce que la protection accordée aux victimes de traite soit effectivement appliquée aux survivants du Sinaï rejoignant l'Europe et qu'une protection leur soit accordée en vertu de la Convention de 1951.

## **Recommandations**

Le traitement des demandeurs d'asile et des réfugiés au sein de l'Union européenne et à ses frontières demeurent encore problématique et il est nécessaire que ce thème revête une importance particulière au sein de la politique européenne de voisinage. Ce sujet devrait être abordé en se centrant plus sur la protection de la personne qui cherche refuge. Il est nécessaire que l'Union européenne réfléchisse à des mesures alternatives à la détention des migrants et réduise les cas de rétention administrative. Concernant le règlement Dublin III, il est nécessaire de revoir la possibilité d'établir une liste des pays sûrs. En effet, l'établissement de cette liste représente souvent une

---

<sup>7</sup> Résolution du Parlement européen du 13 mars 2014 sur la sécurité et la traite des êtres humains au Sinaï (2014/2630(RSP))

atteinte au droit des ressortissants des pays de cette liste de demander l'asile puisqu'ils ne bénéficient alors que d'une procédure accélérée au cours de laquelle les risques qu'ils encourent ne sont pas étudiés proprement. Enfin, l'Union européenne devrait renforcer les droits reconnus aux demandeurs d'asile au sein des Etats membres.

Dans le cadre de sa politique européenne de voisinage, l'Union européenne devrait également se concentrer sur le traitement des réfugiés qui tentent de rejoindre certains Etats membres pour y demander l'asile en passant par l'Ukraine. L'Union européenne devrait notamment prendre les mesures nécessaires pour veiller au strict respect du principe de non-refoulement. Elle devrait également continuer à assister l'Ukraine dans l'amélioration du traitement des demandeurs d'asile et suspendre l'accord de réadmission jusqu'à ce que l'Ukraine ait démontré qu'elle satisfait aux standards européens de traitement et de protection des demandeurs d'asile et réfugiés.

Enfin, la politique européenne de voisinage devrait continuer de se concentrer sur la situation des demandeurs d'asile et réfugiés dans le Sinaï. Il est primordial de veiller à ce que la Résolution sur la sécurité et la traite des êtres humains dans le Sinaï soit effectivement appliquée et respectée. En outre, cette problématique doit être un point majeur dans les discussions de l'Union européenne avec ses pays voisins que sont l'Egypte et Israël afin de prendre des mesures pour garantir le bon traitement des réfugiés dans ces pays.